L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 78 rue de Chartres. — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 22 DECEMBRE 1862. — Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans :
LUNDI MATIN, 22 DÉCEMBRE.

Ventes à Paumon de ce jour.

Par Hoff aux à Maths—à midi, rue de Chartres, No. 41, marchandises avariées.

Et à la bourse dans la rue de Chartres, No. 41—immédiatement ci-après, comptant, bâtons et semelles.

Par D. W. C. *Farrington*—dans la rue St-Joseph, près de la rue *St-Charles*, en déchargement du steamer "Columbia", bœuf en 3, porc et graisse.

Par R. T. *Montgomery*—à midi, dans la rue Tchoupitoulas, No. 109, poste civile, épaules et jambons.

Appel pour de nouvelles levées d'hommes.

Une scène dans les montagnes de la Virginie.

Le colonel J. D. Imboden, à propos d'un appel au peuplement consté d'Augusta, en Virginie, a publié dans le *Whig* de Richmond, les faits intéressants qui suivent :

Jerome, il y a quatre jours, du département de la guerre, m'envoya un ordre me demandant de recourir tous les hommes que j'ai pour le service dans les montagnes, mais encore d'arrêter pour la guerre toutes les troupes additionnelles que je pourrais lever dans le temps désigné. Pour que tous ces hommes sont exilés de leurs foyers et ont perdu l'espoir de recevoir aucun de ces petits articles qui, en outre de ce que le gouvernement fournit, sont si essentiels au bien-être de soldat quand les vents du Nord magiquent autour de sa tente. Il n'y a pas deux semaines qu'une compagnie de plus de 100 hommes n'a vraiment que une couverture, et bon que nous paraissons, nous sentons et nous avons d'assez bonne guerre, ces hommes ne faisaient entendre si mur- murent ni plaintes. Les familles les assistaient avec empressement et elles pouvaient.

Le 9 du courant, je fis halte, vers la nuit, près d'un *log cabin* dans une des gorges les plus sauvages de Dry Fork of Cheat. Une mère âgée et neuvaine filles composaient sa famille. Toutes la famille, les père est depuis un an au camp Chase en qualité de rebelle et son fils ainé que est soldat dans une de mes compagnies. Je demandai de nuit pour plus de 200 chevaux. La vieille dame me répondit qu'elle n'avait fait que une petite récolte, avec l'aide de ses filles, mais que je pouvais prendre ce dont l'avais besoin. Je pris la moitié des céréales qu'elle avait et j'en payai la prix ; mais elle refusa d'entendre qu'il fut convenable de recevoir de l'argent d'un soldat du Sud, car elle regardait comme un devoir de nous donner ce dont nous avions besoin. Son fils n'était pas là et on ne le vit pas. L'aîné de ses sœurs me dit : "Colonel, dites à mon frère que nous nous portons toutes bien. Nous espérons que notre père reviendra bientôt du camp Chase. Dites-lui de rester à l'armée et de nous servir aussi il le peut. Nous avions cet que vous deviez venir, nous aurions eu des habits tout prêts à lui envoyer, mais nous en aurons l'occasion une autre fois. Disons lui que nous avons de maïs pour nous et pour manger et nous nous nous de la viande en abondance. Nous avons attrapé cinq gros cerfs dans un parc, et nous les avons salés pour l'hiver. Le chevreuil est très gras à présent, et nous en avons pour notre nourriture pendant la saison ; mais je vais vendre la peau des cerfs pour faire de l'argent et je payai. J'espère que c'est la dernière fois que nous aurons à payer des taxes aux officiers rebelles. Nous nous portons bien maintenant, et nous tout littéralement vrai, et je l'ai rapporté ex. nous comme il s'est passé.

LES LOIS DE LA LOUISIANE.— L'application des lois de la Louisiane aujourd'hui interprétées ne peut donner lieu à aucune critique. Mais si l'on applique la loi sur le duel, pourquoi ne pas appliquer toutes les autres lois, notamment la loi qui prohibe les maisons de jeu, et les lois sur les esclaves. Ce n'est pas la besogne qui manquerait !

TRAITEMENT BARBARE ENVERS DES SOLDATS.

Un détachement de réguliers, dit la *Tribune* du 6, est arrivé à Jersey City hier dans l'après-midi, du Fort Henry de Boston, escortant 120 déserteurs, qui vont à Washington. Un des déserteurs, nommé Daniel Day, appartenant au 9e régiment du Massachusetts, qui était ivre et turbulent, refusa de monter en wagon et vociféra de toute son énergie contre son officier supérieur, qui donna un coup de sabre sur la tête, ce qui blessa fa- rieusement. Un des soldats lui porta deux coups de baïonnette, un à la hanche, qui lui causa bon temps de mal, et l'autre, assez léger, dans l'aine. Mais l'homme blessé fut transporté à l'hôtel Taylor, où ses blessures furent pansées, et il fut ultérieurement déposé dans la maison d'un ami à Jersey City.

Il fut, dit-on, fou, que sur la ligne de Boston, trois des soldats avaient été cousin à New London, a une qu'on en connaît la cause. Deux autres qui avaient essayé de s'échapper en montant sur des chars pendant qu'ils étaient en mouvement, furent tués à coups de feu par les gardes. L'un d'eux s'appelait "Scotty." On ignore les noms des deux autres.

LE ROLE DE LA FRANCE

Dans la question américaine.

(Lettre adressée au Constitutionnel — Suite.)

Proposer un armistice de six mois, s'écrie le *Journal des Débats*, c'est demander au Nord "de lâcher prise pour jamais." C'est encore lui demander de "se lier à son droit," de "livrer ses armes" et de se anéantir."

Il y a un an, avec les armements immenses du Nord, avec ses flottes improvisées, ses armées de 700,000 hommes, ses budget de 2 milliards, ses ressources naguère si vantées, on nous disait qu'il est, elles n'en est aucun.

On demande au Nord de lâcher prise, disons-nous ! Mais que veut-il donc de décidé ! Rien. Il n'a pas de pensée, la capitale de son ennemi, et la pensée propre n'est pas complètement en- atteint. Il est maître des maisons et des rues de la Nouvelle Orléans ; mais les femmes il y brave, les rues sont désertes, et aussi désertes qu'elles sont affreuses, des hommes qui confondent l'imagination ; il tient les ports de son ennemi bloqués ; mais il a perdu plus de batailles qu'il n'en a gagné ; il a, relativement et abondamment parlant, moins avancé que le premier jour ; et M. Drouyn de Lhuys a pu dire, en toute sincérité, ce que toute l'Europe voit, que la position paraît, pour le moment, aussi haute ; qu'il y a, entre les belligérants, une sorte de force ; que l'effusion de sang versé, la situation n'a pas sensiblement changé ; que rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives, ou même plus sanglantes que celles qui ont eu lieu ; enfin que la balance soit d'un côté, soit de l'autre est accidérer la conclusion de la paix.

Cet état de choses est incontestable ; et il est aussi le plus propre à rapprocher promptement et pour une pacification, telle que les amis des États-Unis doivent la désirer.

Aujourd'hui, dans l'opposition où sont les choses, il ne saurait y avoir aucune des conditions de la paix ; plus tard, lorsque le temps et les événements auront détruit l'équilibre, c'est en force qui les imposera. Aujourd'hui, la solution peut donc être acceptée, plus tard, elle ne pourra plus être que subie. Aujourd'hui, les états du Sud-Unis peuvent encore faire appel aux intérêts généraux de la république, aux anciens sentiments de fraternité, aux luttes, aux grandeurs, aux gloires communes ; plus tard, ils ne pourront même évoquer que le souvenir de leurs propres griefs ; et quelque bien que les brutalités inutiles, bien des menaces inconsidérées, bien des excès regrettables aient excité ce aigrisse les esprits, il peut n'être pas impossible de rétablir honnêtement pour tous une union à laquelle on paraît si heut tenir, le richesse et la puissance de la partie commune. Ce tout cas, et si cependant cette considérée comme inévitable, les événements qui se préparent, s'établissent par- raient, sous l'influence d'un repos prochainement apprécier, conserver le caractère d'ultime et de bienveillance — toujours nécessaires à la perpétuation des affaires comme à l'appaisement des haines internationales. Puissent bientôt entendre les avantages de l'heure et de la situation, laisser le flood de sang qui sépare les combattants devenir plus large et plus profond, et vous n'aurez plus à vous occuper de la question américaine, mais à vous demander si vous n'avez pas à vous occuper de la question européenne.

M. Prévost-Paradol, dans le *Constitutionnel* du 20 décembre, répond à cet article du *Journal des Débats* :

"Proposer un armistice de six mois, dit-il, c'est demander au Nord "de lâcher prise pour jamais." C'est encore lui demander de "se lier à son droit," de "livrer ses armes" et de se anéantir."

Il y a un an, avec les armements immenses du Nord, avec ses flottes improvisées, ses armées de 700,000 hommes, son budget de 2 milliards, ses ressources naguère si vantées, on nous disait qu'il est, elles n'en est aucun.

On demande au Nord de lâcher prise, disons-nous ! Mais que veut-il donc de décidé ! Rien. Il n'a pas de pensée, la capitale de son ennemi, et la pensée propre n'est pas complètement en- atteint. Il est maître des maisons et des rues de la Nouvelle Orléans ; mais les femmes il y brave, les rues sont désertes, et aussi désertes qu'elles sont affreuses, des hommes qui confondent l'imagination ; il tient les ports de son ennemi bloqués ; mais il a perdu plus de batailles qu'il n'en a gagné ; il a, relativement et abondamment parlant, moins avancé que le premier jour ; et M. Drouyn de Lhuys a pu dire, en toute sincérité, ce que toute l'Europe voit, que la position paraît, pour le moment, aussi haute ; qu'il y a, entre les belligérants, une sorte de force ; que l'effusion de sang versé, la situation n'a pas sensiblement changé ; que rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives, ou même plus sanglantes que celles qui ont eu lieu ; enfin que la balance soit d'un côté, soit de l'autre est accidérer la conclusion de la paix.

Cet état de choses est incontestable ; et il est aussi le plus propre à rapprocher promptement et pour une pacification, telle que les amis des États-Unis doivent la désirer.

Aujourd'hui, dans l'opposition où sont les choses, il ne saurait y avoir aucune des conditions de la paix ; plus tard, lorsque le temps et les événements auront détruit l'équilibre, c'est en force qui les imposera. Aujourd'hui, la solution peut donc être acceptée, plus tard, elle ne pourra plus être que subie. Aujourd'hui, les états du Sud-Unis peuvent encore faire appel aux intérêts généraux de la république, aux anciens sentiments de fraternité, aux luttes, aux grandeurs, aux gloires communes ; plus tard, ils ne pourront même évoquer que le souvenir de leurs propres griefs ; et quelque bien que les brutalités inutiles, bien des menaces inconsidérées, bien des excès regrettables aient excité ce aigrisse les esprits, il peut n'être pas impossible de rétablir honnêtement pour tous une union à laquelle on paraît si heut tenir, la richesse et la puissance de la partie commune. Ce tout cas, et si cependant cette considérée comme inévitable, les événements qui se préparent, s'établissent par- raient, sous l'influence d'un repos prochainement apprécier, conserver le caractère d'ultime et de bienveillance — toujours nécessaires à la perpétuation des affaires comme à l'appaisement des haines internationales. Puissent bientôt entendre les avantages de l'heure et de la situation, laisser le flood de sang qui sépare les combattants devenir plus large et plus profond, et vous n'aurez plus à vous occuper de la question américaine, mais à vous demander si vous n'avez pas à vous occuper de la question européenne.

Proposer un armistice de six mois, s'écrie le *Journal des Débats*, c'est demander au Nord "de lâcher prise pour jamais." C'est encore lui demander de "se lier à son droit," de "livrer ses armes" et de se anéantir."

Il y a un an, avec les armements immenses du Nord, avec ses flottes improvisées, ses armées de 700,000 hommes, son budget de 2 milliards, ses ressources naguère si vantées, on nous disait qu'il est, elles n'en est aucun.

On demande au Nord de lâcher prise, disons-nous ! Mais que veut-il donc de décidé ! Rien. Il n'a pas de pensée, la capitale de son ennemi, et la pensée propre n'est pas complètement en- atteint. Il est maître des maisons et des rues de la Nouvelle Orléans ; mais les femmes il y brave, les rues sont désertes, et aussi désertes qu'elles sont affreuses, des hommes qui confondent l'imagination ; il tient les ports de son ennemi bloqués ; mais il a perdu plus de batailles qu'il n'en a gagné ; il a, relativement et abondamment parlant, moins avancé que le premier jour ; et M. Drouyn de Lhuys a pu dire, en toute sincérité, ce que toute l'Europe voit, que la position paraît, pour le moment, aussi haute ; qu'il y a, entre les belligérants, une sorte de force ; que l'effusion de sang versé, la situation n'a pas sensiblement changé ; que rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives, ou même plus sanglantes que celles qui ont eu lieu ; enfin que la balance soit d'un côté, soit de l'autre est accidérer la conclusion de la paix.

Cet état de choses est incontestable ; et il est aussi le plus propre à rapprocher promptement et pour une pacification, telle que les amis des États-Unis doivent la désirer.

Aujourd'hui, dans l'opposition où sont les choses, il ne saurait y avoir aucune des conditions de la paix ; plus tard, lorsque le temps et les événements auront détruit l'équilibre, c'est en force qui les imposera. Aujourd'hui, la solution peut donc être acceptée, plus tard, elle ne pourra plus être que subie. Aujourd'hui, les états du Sud-Unis peuvent encore faire appel aux intérêts généraux de la république, aux anciens sentiments de fraternité, aux luttes, aux grandeurs, aux gloires communes ; plus tard, ils ne pourront même évoquer que le souvenir de leurs propres griefs ; et quelque bien que les brutalités inutiles, bien des menaces inconsidérées, bien des excès regrettables aient excité ce aigrisse les esprits, il peut n'être pas impossible de rétablir honnêtement pour tous une union à laquelle on paraît si heut tenir, la richesse et la puissance de la partie commune. Ce tout cas, et si cependant cette considérée comme inévitable, les événements qui se préparent, s'établissent par- raient, sous l'influence d'un repos prochainement apprécier, conserver le caractère d'ultime et de bienveillance — toujours nécessaires à la perpétuation des affaires comme à l'appaisement des haines internationales. Puissent bientôt entendre les avantages de l'heure et de la situation, laisser le flood de sang qui sépare les combattants devenir plus large et plus profond, et vous n'aurez plus à vous occuper de la question américaine, mais à vous demander si vous n'avez pas à vous occuper de la question européenne.

Un ne vas lecteur.

Pour extrait : *La Rédaction.*

CHRONIQUE LOCALE.

LE CODE DE L'HONNEUR.—M. P. O. Peyroux a adressé la lettre suivante au Lieutenant-colonel Kinsman :

"Parcieux St-Bernard, 15 décembre 1862.

"Au lieutenant-colonel Kinsman, de l'état-major du général Butler :

"*Monsieur*—Au mois de septembre dernier, pendant que vous vous promeniez, en l'absence de Jago Bell, les fonctions de juge prévôt de la ville de la Nouvelle-Orléans, j'ai été insulté par vous de la façon la plus grossière et la plus offensante. Mon intention était de vous appeler immédiatement sur le terrain, mais j'en ai été empêché par mes amis qui m'ont engagé à attendre des temps meilleurs avant d'agir dans cette affaire.

"Ayant appris que vous deviez partir dans quelques jours, comme officier d'état-major du général Butler, je ne puis vous laisser quitter la ville sans vous demander satisfaction des insultes que j'ai reçues de vous.

"Espérant, Monsieur, que je m'adresse à un homme d'honneur et que j'obtiendrai de vous une satisfaction,

"Je reste, monsieur, &c.,

P. O. PEYROUX.

"Veuillez adresser votre réponse aux soins de A. Peyroux, Compagnie de l'assurance mutuelle de Lyonnais, consignare Exchange Place, en rue du Champ, où votre commandation me parviendra en quelques heures."

M. Kinsman, a répondu en faisant citer M. Peyroux devant le juge Bell qui a condamné ce dernier à cent plumes d'amende, en vertu d'acte sur de la Louisiane sous beaucoup de gens ignorent l'existence, car le juri ayant toujours refusé de l'appliquer, on l'a laissée tomber en désuétude.

MORT DE LIBERTÉ DE MM. LEMORE.—MM. Lemore frères, négociants français, arrêtés il y a quelques temps par ordre du général Butler, ont été remis en liberté sur parole samedi matin. Ces messieurs n'auront pas de peine à se souvenir de leur séjour à la prison de la Nouvelle-Orléans, car ils ont été traités avec tous les égards possibles. Pendant leur détention, ils ont reçu de nombreuses visites de leurs amis, et ont pu se procurer tout ce qu'ils désiraient. Ils ont été traités avec tous les égards possibles. Pendant leur détention, ils ont reçu de nombreuses visites de leurs amis, et ont pu se procurer tout ce qu'ils désiraient.

MUSIQUE—Nous avons reçu une très-jolie "Redowa" tirée du *Trouvère* et arrangée avec beaucoup de goût par M. L. Stasny. Cette composition danoise se vend au magasin de M. Grünewald, rue de Chartres, No. 26.

NOUVELLES DE MOR ODIN — Nous avons reçu des nouvelles de Mgr Odin, en date de 7 novembre. A cette époque le prélat était en bonne santé et était occupé à visiter les différentes diocèses de France, où on lui a promis des sujets. Ces voyages prennent beaucoup de temps et réparent nécessairement le départ de vénérable archevêque, qui il tarde de revenir au milieu de son troupeau. Nous ne pensons pas qu'il puisse être de retour avant la fin de janvier. [*Propagateur*]

DIOCÈSE DE GALVESTON — Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que le Souverain Pontife a mis un terme à la vacance du Siège Episcopal de Galveston, vacance qui s'est prolongée pendant près de dix-huit mois, depuis que Mgr Odin a été transféré à l'archevêché de la Nouvelle-Orléans.

Le nouvel évêque de Galveston est M. l'abbé Dubois, si bien connu de tout le clergé et d'un grand nombre de catholiques de la Nouvelle-Orléans, et et estimé de tous ceux qui le connaissent.

Le nouvel évêque a, en outre, l'avantage rare et inestimable de pouvoir prêcher dans les quatre langues qui sont usitées au Texas, l'anglais, l'allemand, l'espagnol et le français.

Mgr Dubois a été reçevoir la consécration épiscopale dans le courant du mois de novembre. La cérémonie devait se faire dans la chapelle du grand séminaire de Lyon. C'est là qu'il a été initié aux études et aux vertus sacerdotales, et où il a toujours conservé un vif et tendre attachement pour cette maison.

[*Propagateur.*]

LE DUEL ET LE POINT D'HONNEUR.

A propos du duel du malheureux Dillon, Henri de Pène a traité dans le numéro de *La Presse* du 26 octobre de la question de point d'honneur.

Supprimer le duel, dit-il, est impossible. Cela, impossible. Il faut avoir la franchise de le reconnaître : contre son indestructible préjugé sont venus se briser la religion, la raison, les lois rigoureuses, les arrêts de justice, les condamnations désignées de Jean Jacques Rousseau, et, devant nous, les réquisitoires judicieux de M. le procureur général Dupin. Le duel a résisté à l'adoucissement progressif des mœurs. C'est un legs des temps barbares, je ne dis pas non ; c'est toujours une impiété et une abomination, j'en conviens ; c'est, les trois quarts du temps une absurdité, j'en tombe d'accord ; mais le mot est lâché, quand on sait de nous qui, après avoir bien mangé, pour le compte des autres, est assez féroce, bienfaisant à s'y accroître, et même à l'invoquer pour son compte ?

Personne ne pèche plus scandaleusement contre les dualismes que la cet Louis XIV. Pourtant même entreprend-il à leur endroit les sévérités célèbres du cardinal de Richelieu qui frappait sans trêve ni merci l'adultère, pour crime de duel, la 16th de Rochefville, un contemporain ? Sous Louis XIV on encourait, on se souvient, un mépris de l'édit royal, non seulement de notre part, mais de la disgrâce de notre maître, et les châtiments étaient sévères. Le duc d'Enghien ! le roi lui même, si impitoyable pour ce genre de faute, ne savait pas se montrer un juge de prégagé comme, s'il est vrai, comme il a dû en avoir pour le fils, le comte de Toulouse "qu'on mène temps il, dans son régiment qu'il affectionnait plus que les autres, un officier avait une querelle ; ne s'en tirait pas selon l'ancienne manière, il approuvait qu'on lui fit quitter le régiment."

Tel a toujours été, en cette matière, le désarroi des paroles et de la conduite, — à tout le moins de la pensée, — des hommes d'honneur.

Le colonel De Rez, témoin de Dillon, établit dans son interrogatoire : "*Quand j'accepte l'honneur d'être militaire*, le premier acte qui se conclut échangé à moi pour me demander d'être son témoin, m'aurait trouvé prêt à l'accepter et je l'aurais suivi sur le terrain." On peut s'honneur même chez les militaires de tous les pays ; il y a une exception, elle confirme la règle.

Le duel Dillon.

La Cour d'Assises de Seine et Oise a jugé dans son audience du 10 novembre l'affaire de M. le Duc de Grammont-Caderousse, accusé d'avoir tué en duel le 21 octobre, M. Dillon rédacteur du *Sport-Universel*, sans l'avoir obligé à un compte rendu détaillé de la rencontre et de ses suites causes, nous détaillé l'horrible de regarder les débats devant la Cour d'Assises. Les cinq témoins étaient mandés de comparaître. Après l'interrogatoire des accusés, l'audition des témoins et la réquisition du procureur impérial M. Lothaud, vovant de M. de Grammont-Caderousse et de ses deux témoins, MM. Tolen et Alfred James s'est exprimé ainsi :

Messieurs, en naissant débat vous êtes appelés sur le prix que la justice attache à la vie d'un homme. Un malheureux a été frappé mortellement dans un duel qui a été d'une loyauté parfaite. Il était l'agresseur, c'est évident, et pour amener ce duel qu'il voulait, il n'avait reculé devant aucun moyen. — Quel était ce pauvre Dillon ? On vous l'a dit ! C'était un homme de bien, droit, loyal, persistant à outrance dans l'idée qu'il avait arrêtée.

Depuis longtemps, M. de Caderousse avait été en butte aux petites attaques de M. Dillon. M. le procureur impérial vous demandé où l'on avait pu voir de grosses attaques dans cette affaire ; il n'y en a pas dans l'affaire, je crois le premier à le reconnaître ; mais est-ce que les hommes du monde ont besoin d'être insultés brutalement ? Dillon s'attaquait sans cesse à M. le duc de Grammont-Caderousse ; il avait rêvé la gloire de se battre avec lui. Il y a des gens, en effet, qui ont le malheur de croire que le bruit fait arriver à la position.

Arrivons à l'accusation. Les coups ont été donnés dans l'étude des maures, et il invoque l'opinion de M. Guinot, qui, alors qu'il était ministre, s'est exprimé ainsi, à l'occasion du duel :

"Les armes françaises sont chevaleresques ; elles sont élégantes. Elles ont autorisé le duel à l'assassinat. Quand l'honneur d'un homme ou de sa femme a été attaqué, il faut une réparation. Le barbare a pour ses vengeances le poignard ; le Français a le duel. En vain ferez-vous une législation, les hommes de cœur s'en moqueront."

On cite invariablement, dans ces questions de duel, l'autorité de M. le procureur général Dupin, dit Mr Lachaud. Qu'a dit M. Dupin ? Il s'est exprimé ainsi, en 1837, devant la Cour de Cassation :

"Messieurs, la conscience du juré a des appréciations que nul n'a le droit de sonder. Il n'en répond qu'à Dieu et au pays. Il en sera de même du verdict de notre juri, composé de jurés de famille et d'honorables citoyens, lorsqu'ils seront appelés à prononcer sur les actes d'un duel, sauront y apprécier une sévérité mêlée de discernement."

"Avec ce système, tout rentre dans l'ordre. Tout fait qui a troublé la société est poursuivi. Le compte rendu d'un duel qui a entraîné la mort ou la blessure d'un citoyen n'arrive pas au public par la voie des journaux, toujours digne de toute espèce de duel ; mais il passe par la voie sévère du ministère public, par l'examen de la justice, par le jugement du juré, et nous avons, en ces circonstances, le cas d'un accusation, au moins on aura rendu hommage à la loi, à la morale et à la justice."

Messieurs, dit en terminant Me Lachaud, M. Guinot l'a dit éloquemment : "Nous ne sommes pas des barbares, ils ont le gant-apeau. Nous Français, nous avons le duel. Le duel renaît, quoi qu'on fasse, même non moins ; le duel loyal est arrêté par la pensée du jury." Le vœu de mesures pour mettre un terme aux horreurs de cette guerre fratricide, soit par un arbitrage, soit par une reconnaissance du fait.

Me Poussot, avocat, déclare intervenir pour Mme veuve Dillon mère, qui se constitue partie civile. Il demande la remise au dernier jour de la session actuelle pour qu'il soit plaidé sur cette partie civile.

M. le président réserve les faits et les débats avec une complète impartialité.

Le jury se retire ensuite dans la chambre de ses délibérations. Il en sort après trois quarts d'heure.

M. le chef du jury se lève et dit : Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la réponse du jury est, sur toutes les questions :

Non.

Les accusés ne sont pas acquittés.

M. le président.—Faites rentrer les accusés.

Il est donné de nouveau lecture de la déclaration du jury, et M. le président prononce l'acquittement des accusés et ordonne qu'ils soient sur-le-champ mis en liberté.

La cour déclare ensuite remettre l'affaire à lundi prochain pour statuer sur les conclusions de la partie civile.

On annonce que Me Nogues-Saint-Laurens doit se présenter au nom de Mme Dillon mère, contre Me Lachaud, avocat de M. le duc de Grammont-Caderousse.

EDITION DE SAMEDI SOIR.

MESURE IMPORTANTE.—La législature de Vermont a rapporté la section de la loi sur la liberté personnelle qui déclarait que tout esclave venant dans cet Etat du consentement de son maître était libre *ipso facto*.

ARRIVÉE DE L'AMIRAL RENAUD.—L'aviso à vapeur *Renaudin* est arrivé ce matin de la Balise, ayant à bord l'amiral français Reynaud et son état-major.

OPINION DU GENERAL BANKS SUR LA GUERRE.

Dans l'allocution que le général Banks a prononcée à New York lors de la présentation qui lui a été faite d'un cheval de bataille, il a parlé de la marine en s'exprimé en conviction que les opérations des armées de l'Union, pendant l'hiver, porteraient des coups sérieux à la rébellion, si elles ne la détruisaient pas virtuellement. De ces résultats dépendrait certainement la soudaine des gouvernements étrangers jusqu'à la reconnaissance du Sud et peut-être à l'assistance à accorder aux Etats séparés. L'orateur a fait brièvement allusion à la position de l'Angleterre comme étant plaine d'incertitude, mais il a dit qu'il croyait que la seule chose qui empêcher l'intervention de la France était de démontrer que le gouvernement a le pouvoir d'abattre la rébellion.

Il dont, dit-il, en général, avoir pu de confiance en Napoléon. Cependant le peuple français n'encouragerait pas cordialement une guerre qui devrait avoir pour effet d'établir une confédération à esclaves. Après quelques remarques sur la position des autres belligérants, le général a parlé de la grandeur des intérêts qu'exigent qu'on tienne les armées rebelles hors des Etats occidentaux et du golfe. Le moment est venu d'anéantir les armées.

Un délai ou un échec pourrait maintenant ranimer la république ; la guerre serait certainement indéfiniment prolongée et on permettrait aux légions que Jeff. Davis a rassemblées en Virginie, de s'échapper pour se réorganiser, et de reconstituer, dans l'intérieur des Etats de l'extrême Sud, des lutter plus désespérées qu'auparavant. Ce sont ces idées, dit-il, qui le guident et qui le font agir.

Le général a en outre fait allusion à sa santé, qui, heureusement, était bonne, et a terminé en disant qu'il espérait que le temps viendrait où il pourrait rendre un compte rendu détaillé de la campagne et de ses causes, nous détaillé l'horrible de regarder les débats devant la Cour d'Assises. Les cinq témoins étaient mandés de comparaître. Après l'interrogatoire des accusés, l'audition des témoins et la réquisition du procureur impérial M. Lothaud, vovant de M. de Grammont-Caderousse et de ses deux témoins, MM. Tolen et Alfred James s'est exprimé ainsi :

Messieurs, en naissant débat vous êtes appelés sur le prix que la justice attache à la vie d'un homme. Un malheureux a été frappé mortellement dans un duel qui a été d'une loyauté parfaite. Il était l'agresseur, c'est évident, et pour amener ce duel qu'il voulait, il n'avait reculé devant aucun moyen. — Quel était ce pauvre Dillon ? On vous l'a dit ! C'était un homme de bien, droit, loyal, persistant à outrance dans l'idée qu'il avait arrêtée.

Depuis longtemps, M. de Caderousse avait été en butte aux petites attaques de M. Dillon. M. le procureur impérial vous demandé où l'on avait pu voir de grosses attaques dans cette affaire ; il n'y en a pas dans l'affaire, je crois le premier à le reconnaître ; mais est-ce que les hommes du monde ont besoin d'être insultés brutalement ? Dillon s'attaquait sans cesse à M. le duc de Grammont-Caderousse ; il avait rêvé la gloire de se battre avec lui. Il y a des gens, en effet, qui ont le malheur de croire que le bruit fait arriver à la position.

Arrivons à l'accusation. Les coups ont été donnés dans l'étude des maures, et il invoque l'opinion de M. Guinot, qui, alors qu'il était ministre, s'est exprimé ainsi, à l'occasion du duel :

"Les armes françaises sont chevaleresques ; elles sont élégantes. Elles ont autorisé le duel à l'assassinat. Quand l'honneur d'un homme ou de sa femme a été attaqué, il faut une réparation. Le barbare a pour ses vengeances le poignard ; le Français a le duel. En vain ferez-vous une législation, les hommes de cœur s'en moqueront."

On cite invariablement, dans ces questions de duel, l'autorité de M. le procureur général Dupin, dit Mr Lachaud. Qu'a dit M. Dupin ? Il s'est exprimé ainsi, en 1837, devant la Cour de Cassation :

"Messieurs, la conscience du juré a des appréciations que nul n'a le droit de sonder. Il n'en répond qu'à Dieu et au pays. Il en sera de même du verdict de notre juri, composé de jurés de famille et d'honorables citoyens, lorsqu'ils seront appelés à prononcer sur les actes d'un duel, sauront y apprécier une sévérité mêlée de discernement."

"Avec ce système, tout rentre dans l'ordre. Tout fait qui a troublé la société est poursuivi. Le compte rendu d'un duel qui a entraîné la mort ou la blessure d'un citoyen n'arrive pas au public par la voie des journaux, toujours digne de toute espèce de duel ; mais il passe par la voie sévère du ministère public, par l'examen de la justice, par le jugement du juré, et nous avons, en ces circonstances, le cas d'un accusation, au moins on aura rendu hommage à la loi, à la morale et à la justice."

Messieurs, dit en terminant Me Lachaud, M. Guinot l'a dit éloquemment : "Nous ne sommes pas des barbares, ils ont le gant-apeau. Nous Français, nous avons le duel. Le duel renaît, quoi qu'on fasse, même non moins ; le duel loyal est arrêté par la pensée du jury." Le vœu de mesures pour mettre un terme aux horreurs de cette guerre fratricide, soit par un arbitrage, soit par une reconnaissance du fait.

Me Poussot, avocat, déclare intervenir pour Mme veuve Dillon mère, qui se constitue partie civile. Il demande la remise au dernier jour de la session actuelle pour qu'il soit plaidé sur cette partie civile.

M. le président réserve les faits et les débats avec une complète impartialité.

Le jury se retire ensuite dans la chambre de ses délibérations. Il en sort après trois quarts d'heure.

M. le chef du jury se lève et dit : Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la réponse du jury est, sur toutes les questions :

Non.

Les accusés ne sont pas acquittés.

M. le président.—Faites rentrer les accusés.

Il est donné de nouveau lecture de la déclaration du jury, et M. le président prononce l'acquittement des accusés et ordonne qu'ils soient sur-le-champ mis en liberté.

La cour déclare ensuite remettre l'affaire à lundi prochain pour statuer sur les conclusions de la partie civile.

On annonce que Me Nogues-Saint-Laurens doit se présenter au nom de Mme Dillon mère, contre Me Lachaud, avocat de M. le duc de Grammont-Caderousse.

EDITION DE SAMEDI SOIR.

MESURE IMPORTANTE.—La législature de Vermont a rapporté la section de la loi sur la liberté personnelle qui déclarait que tout esclave venant dans cet Etat du consentement de son maître était libre *ipso facto*.

ARRIVÉE DE L'AMIRAL RENAUD.—L'aviso à vapeur *Renaudin* est arrivé ce matin de la Balise, ayant à bord l'amiral français Reynaud et son état-major.

OPINION DU GENERAL BANKS SUR LA GUERRE.

Dans l'allocution que le général Banks a prononcée à New York lors de la présentation qui lui a été faite d'un cheval de bataille, il a parlé de la marine en s'exprimé en conviction que les opérations des armées de l'Union, pendant l'hiver, porteraient des coups sérieux à la rébellion, si elles ne la détruisaient pas virtuellement. De ces résultats dépendrait certainement la soudaine des gouvernements étrangers jusqu'à la reconnaissance du Sud et peut-être à l'assistance à accorder aux Etats séparés. L'orateur a fait brièvement allusion à la position de l'Angleterre comme étant plaine d'incertitude, mais il a dit qu'il croyait que la seule chose qui empêcher l'intervention de la France était de démontrer que le gouvernement a le pouvoir d'abattre la rébellion.

Il dont, dit-il, en général, avoir pu de confiance en Napoléon. Cependant le peuple français n'encouragerait pas cordialement une guerre qui devrait avoir pour effet d'établir une confédération à esclaves. Après quelques remarques sur la position des autres belligérants, le général a parlé de la grandeur des intérêts qu'exigent qu'on tienne les armées rebelles hors des Etats occidentaux et du golfe. Le moment est venu d'anéantir les armées.

Un délai ou un échec pourrait maintenant ranimer la république ; la guerre serait certainement indéfiniment prolongée et on permettrait aux légions que Jeff. Davis a rassemblées en Virginie, de s'échapper pour se réorganiser, et de reconstituer, dans l'intérieur des Etats de l'extrême Sud, des lutter plus désespérées qu'auparavant. Ce sont ces idées, dit-il, qui le guident et qui le font agir.

Le général a en outre fait allusion à sa santé, qui, heureusement, était bonne, et a terminé en disant qu'il espérait que le temps viendrait où il pourrait rendre un compte rendu détaillé de la campagne et de ses causes, nous détaillé l'horrible de regarder les débats devant la Cour d'Assises. Les cinq témoins étaient mandés de comparaître. Après l'interrogatoire des accusés, l'audition des témoins et la réquisition du procureur impérial M. Lothaud, vovant de M. de Grammont-Caderousse et de ses deux témoins, MM. Tolen et Alfred James s'est exprimé ainsi :

Messieurs, en naissant débat vous êtes appelés sur le prix que la justice attache à la vie d'un homme. Un malheureux a été frappé mortellement dans un duel qui a été d'une loyauté parfaite. Il était l'agresseur, c'est évident, et pour amener ce duel qu'il voulait, il n'avait reculé devant aucun moyen. — Quel était ce pauvre Dillon ? On vous l'a dit ! C'était un homme de bien, droit, loyal, persistant à outrance dans l'idée qu'il avait arrêtée.

Depuis longtemps, M. de Caderousse avait été en butte aux petites attaques de M. Dillon. M. le procureur impérial vous demandé où l'on avait pu voir de grosses attaques dans cette affaire ; il n'y en a pas dans l'affaire, je crois le premier à le reconnaître ; mais est-ce que les hommes du monde ont besoin d'être insultés brutalement ? Dillon s'attaquait sans cesse à M. le duc de Grammont-Caderousse ; il avait rêvé la gloire de se battre avec lui. Il y a des gens, en effet, qui ont le malheur de croire que le bruit fait arriver à la position.

Arrivons à l'accusation. Les coups ont été donnés dans l'étude des maures, et il invoque l'opinion de M. Guinot, qui, alors qu'il était ministre, s'est exprimé ainsi, à l'occasion du duel :

"Les armes françaises sont chevaleresques ; elles sont élégantes. Elles ont autorisé le duel à l'assassinat. Quand l'honneur d'un homme ou de sa femme a été attaqué, il faut une réparation. Le barbare a pour ses vengeances le poignard ; le Français a le duel. En vain ferez-vous une législation, les hommes de cœur s'en moqueront."

On cite invariablement, dans ces questions de duel, l'autorité de M. le procureur général Dupin, dit Mr Lachaud. Qu'a dit M. Dupin ? Il s'est exprimé ainsi, en 1837, devant la Cour de Cassation :

"Messieurs, la conscience du juré a des appréciations que nul n'a le droit de sonder. Il n'en répond qu'à Dieu et au pays. Il en sera de même du verdict de notre juri, composé de jurés de famille et d'honorables citoyens, lorsqu'ils seront appelés à prononcer sur les actes d'un duel, sauront y apprécier une sévérité mêlée de discernement."

"Avec ce système, tout rentre dans l'ordre. Tout fait qui a troublé la société est poursuivi. Le compte rendu d'un duel qui a entraîné la mort ou la blessure d'un citoyen n'arrive pas au public par la voie des journaux, toujours digne de toute espèce de duel ; mais il passe par la voie sévère du ministère public, par l'examen de la justice, par le jugement du juré, et nous avons, en ces circonstances, le cas d'un accusation, au moins on aura rendu hommage à la loi, à la morale et à la justice."

Messieurs, dit en terminant Me Lachaud, M. Guinot l'a dit éloquemment : "Nous ne sommes pas des barbares, ils ont le gant-apeau. Nous Français, nous avons le duel. Le duel renaît, quoi qu'on fasse, même non moins ; le duel loyal est arrêté par la pensée du jury." Le vœu de mesures pour mettre un terme aux horreurs de cette gu